

## SUISSE

La croissance économique devrait se raffermir graduellement à la faveur d'un regain de la demande mondiale, qui compensera les vents contraires provoqués par la vigueur du franc. La demande intérieure sera soutenue par une conjonction de facteurs : taux d'intérêt extrêmement faibles, croissance démographique robuste alimentée principalement par l'immigration, et baisse des prix des importations et des matières premières. Le redémarrage de la croissance et la dépréciation récente du franc aidant, l'inflation devrait revenir en territoire positif au début de 2017.

Les taux d'intérêt devraient rester négatifs jusqu'à ce que l'inflation redevienne durablement positive. Les autorités devraient laisser les stabilisateurs budgétaires automatiques jouer pleinement pendant la phase d'adaptation de l'économie au franc fort. Il est possible d'améliorer la productivité en renforçant la concurrence, notamment dans les secteurs des télécommunications et de l'énergie, et en poursuivant les réformes dans le secteur agricole.

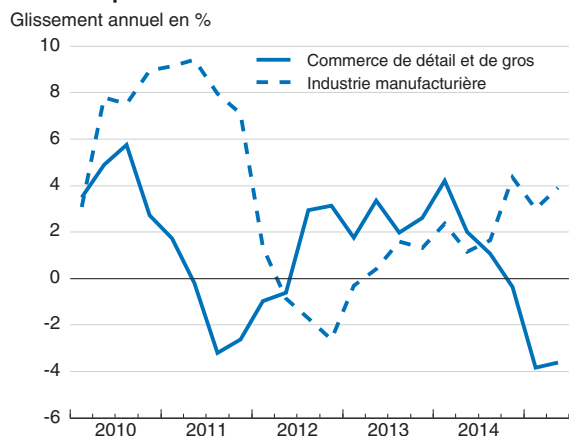
Grâce à son parc nucléaire et hydroélectrique étendu, la Suisse peut se prévaloir d'un faible niveau d'émissions de gaz à effet de serre. Néanmoins, l'abandon programmé de la production électrique nucléaire et l'engagement ambitieux pris par la Suisse de réduire ses émissions de gaz à effet de serre lui imposeront de relever le prix associé à ces émissions, de préférence au moyen d'instruments fondés sur le marché tels qu'une taxe sur le carbone ou un système de permis. Dans le domaine des transports, l'application d'une redevance variable de congestion aux heures de pointe sur les réseaux routiers et ferroviaires pourrait se révéler utile.

### La croissance revient

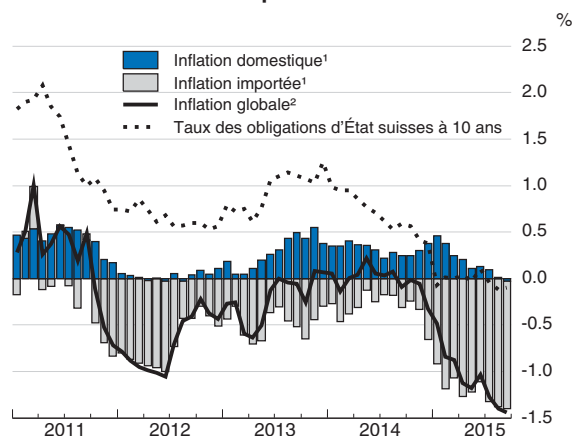
L'économie a su s'adapter à la forte appréciation monétaire qui a suivi la suppression du plafond du taux de change en janvier. Après une légère contraction au cours du premier

### Suisse

#### La composition sectorielle de la croissance a changé




#### Les baisses de prix ont accéléré



1. Contributions à l'inflation globale, en points de pourcentage.

2. Glissement annuel en pourcentage.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 98 ; SECO ; et OFS.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933298762>

Suisse : **Demande, production et prix**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Prix courants milliards de CHF	Glissement annuel en %, en volume (prix de 2010)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	623.9	1.8	1.9	0.7	1.1	1.6
Consommation privée	338.9	2.2	1.3	1.2	1.5	1.3
Consommation publique	68.8	1.3	1.3	2.4	0.6	0.4
Formation brute de capital fixe	147.8	1.2	2.1	1.3	1.3	1.0
Demande intérieure finale	555.5	1.8	1.5	1.4	1.3	1.1
Variation des stocks <sup>1</sup>	3.4	-2.5	0.6	0.8	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	558.9	-0.9	2.4	2.3	0.9	1.1
Exportations de biens et services	419.9	15.2	-6.9	-2.1	0.0	2.7
Importations de biens et services	354.9	13.4	-8.1	-0.1	-0.6	2.0
Exportations nettes <sup>1</sup>	65.1	2.6	-0.1	-1.3	0.3	0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.0	-0.7	-1.0	-0.3	0.2
Indice des prix à la consommation	—	-0.2	0.0	-1.2	-0.5	0.1
Déflateur de la consommation privée	—	-0.6	-0.3	-1.2	-0.8	0.1
Taux de chômage	—	4.3	4.4	4.3	4.3	4.2
Solde des administrations publiques <sup>2</sup>	—	-0.3	-0.2	-0.2	-0.3	-0.2
Dette brute des administrations publiques <sup>2</sup>	—	46.0	46.2	46.4	46.6	46.7
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	—	11.1	7.3	9.8	9.9	10.4

Note : Conformément aux définitions ESA 2010 des comptes nationaux.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 98.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933299484>

trimestre, la croissance du PIB, qui repose sur une large assise, a redémarré. L'emploi continue de croître et le taux de chômage reste bas. La croissance de la consommation continue cependant de ralentir, en dépit de la hausse des salaires réels et de la vigueur de la croissance démographique.

Malgré le franc fort, les volumes d'exportation se sont stabilisés. L'expansion du secteur manufacturier est ainsi devenue le principal moteur de la croissance du PIB, reflétant la faible sensibilité aux prix dans certains secteurs essentiels tels que les produits pharmaceutiques. Le commerce de détail et de gros a en revanche été frappé de plein fouet par l'envolée du franc.

### **La politique macroéconomique crée des conditions favorables, mais des réformes structurelles seront nécessaires pour promouvoir une croissance durable**

Le léger tassement de la monnaie observé en milieu d'année n'a pas ralenti la baisse des prix, qui reflète le fléchissement des cours du pétrole et la réduction des prix des produits nationaux. Cependant, les enquêtes ne relèvent aucun signe d'ancrage d'anticipations déflationnistes. La politique monétaire va rester très accommodante. Les conséquences involontaires de cette situation commencent néanmoins à se matérialiser. L'investissement dans l'immobilier exerce un puissant attrait et contribue à faire grimper les prix des logements sur certains marchés locaux, les rendant ainsi moins abordables.

Les fonds de pension peinent à atteindre les objectifs de rendement qui leur sont légalement imposés. Il conviendra d'abandonner progressivement les mesures de stimulation monétaire dès lors que l'inflation redeviendra résolument positive, mais cela ne devrait pas se produire avant que 2017 ne soit bien entamée. Les autorités devront laisser les stabilisateurs budgétaires automatiques jouer pleinement pour soutenir la politique monétaire ; à cet égard, la règle du frein à l'endettement autorise une certaine marge d'expansion budgétaire si cela devait être nécessaire.

Il est possible d'améliorer la productivité en poursuivant les réformes dans l'agriculture et en renforçant la concurrence dans les secteurs des télécommunications et de l'énergie. Par ailleurs, alors que les femmes représentent la majorité des diplômés de l'enseignement supérieur, la plupart d'entre elles ne travaillent qu'à temps partiel. Des mesures d'encouragement à l'activité professionnelle des femmes, telles qu'une augmentation de l'offre de structures de garde d'enfants et un abaissement de leur coût, et le remplacement de l'imposition commune par l'imposition individuelle pour les couples mariés, élimineraient une partie des obstacles qui empêchent les femmes de travailler davantage. Dans le domaine des transports, la suppression de l'exonération de la taxe sur le CO<sub>2</sub> applicable aux combustibles ainsi que l'application, aux heures de pointe, d'une redevance de congestion variable sur les réseaux routiers et ferroviaires pourraient contribuer à réduire les embouteillages et les émissions.

### **La croissance devrait s'affermir graduellement**

Soutenue par le raffermissement de l'économie mondiale et la poursuite d'une politique monétaire très expansionniste, la croissance devrait se hisser à 1.1 % en 2016 puis à 1.6 % en 2017. Les exportateurs se sont remarquablement bien adaptés à l'appréciation du franc, préparant le terrain à une accélération graduelle de la hausse des exportations.

Dans un contexte de taux d'intérêt négatifs, l'attrait exercé par l'investissement immobilier pourrait annihiler l'effet des mesures macroprudentielles récentes et, ce faisant, potentiellement déstabiliser l'économie. En revanche, les taux d'intérêt négatifs et le bas prix de l'énergie pourraient exercer sur la croissance un effet stimulant plus élevé qu'escompté. La Suisse profiterait également, ou le cas échéant pâtirait, de toute évolution inattendue de la croissance chez ses partenaires européens. Des incertitudes entourent les mesures que prendront les autorités à la suite du référendum de 2014 sur le plafonnement de l'immigration. Le plafonnement en lui-même entraverait la croissance et pourrait même entraîner l'abrogation des traités conclus avec l'Union européenne. Il n'interviendrait sans doute pas avant 2017, mais les incertitudes qui en découlent risquent assez vite de peser sur la croissance de façon tangible.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2015), « Suisse », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-2-45-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-2-45-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).